

De la planification à l'économie en transition

Wladimir Andreff

L'objet de ce chapitre est de commémorer l'évolution d'un champ de recherche et d'enseignement assez vaste qui puise ses racines dans la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris avant 1971, qui a pris de l'extension à partir de cette date au sein de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et qui est devenu d'une extrême actualité vers 1990. Ce champ couvre la planification et ses techniques, l'histoire de la pensée économique socialiste et marxiste, l'analyse des économies centralement planifiées et, du fait de l'effondrement de celles-ci, des économies en transition postsocialiste – ou post-communiste ayant historiquement pris leur suite.

Le chapitre rappelle d'abord les racines plurielles de ce champ d'analyse. Il retrace ensuite sa structuration autour et dans une équipe de recherche CNRS à Paris 1, le CEIPS, de 1977 à 1989, puis dans un laboratoire bi-localisé du CNRS (le ROSES) à partir de 1990. Il propose un bilan des recherches réalisées dans ces entités, l'expertise conseil qui s'y est développée, la relation enseignement-recherche dans ce domaine et des traces de cette thématique de recherche qui subsistent jusqu'à présent, notamment à l'international, en dépit de la disparition du ROSES en 2006.

Etant personnellement tombé dans ce champ de recherche en 1968 et 1969 en tant qu'étudiant de licence et de maîtrise à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, puis y ayant soutenu un mémoire de DES dans le même champ en 1970, je suis revenu soutenir une thèse complémentaire toujours dans ce domaine à l'Université de Paris 1 en 1976. Mon appartenance aux deux équipes de recherche susmentionnées n'est pas tant un gage de légitimité à tenir les propos qui suivent qu'un avantage comparé fondé sur la continuité de ma fréquentation de ce champ de recherche de 1968 à 2021, y compris après mon départ à la retraite (2008).

Je tiens à remercier pour l'évocation de leurs souvenirs d'anciens étudiants, doctorants, chercheurs ou collègues, Mathilde Maurel, José de Sousa, Gilbert Cette, Pierre-Charles Pradier et Assen Slim. Un résumé de leur contribution orale est placé en fin de chapitre dans ce que je

ne voudrais pas nommer une annexe, plutôt une rubrique «Témoignages» d'un passé commun de travail, de pédagogie et de recherche.

Les racines

En 1971, un étudiant inscrit en licence ès Sciences Economiques à Paris 1 recevait obligatoirement un cours de Planification économique, dispensé par Jean Marczewski, assorti de travaux dirigés assez techniques. Le cours s'achevait sur la présentation du modèle FIFI – physico-financier – du 6^e Plan français (Aglietta & Courbis, 1969). Auparavant, il enseignait aux étudiants des techniques de planification appliquées à, ou formulées à propos des économies socialistes centralement planifiées, successivement: la méthode des balances matières et des chaînons conducteurs du plan soviétique; le modèle de Léontief et le plan calculé par inversion de la matrice suite à un choc exogène sur la demande finale, d'ailleurs utilisé en France jusqu'au 5^e Plan; la programmation linéaire et son application au calcul d'un plan optimal de l'économie nationale (Kantorovitch, 1959); le modèle de planification décentralisée d'Edmond Malinvaud (1967 & 1968) qui est la formalisation la plus aboutie du tâtonnement Walrasien et de la procédure itérative de révision des prix par un Bureau Central de Planification imaginé dans le modèle dit de socialisme de marché d'Oskar Lange (1936). Ce modèle de Malinvaud fournit une généralisation de l'algorithme de Dantzig-Wolfe (1961) de décomposition d'un programme linéaire (Andreff, 2020).

Les étudiants qui le souhaitaient pouvaient approfondir leur connaissance de la planification en s'inscrivant dans le DEA d'Economie Publique, dirigé par Jean Bénard, où ils pouvaient suivre des cours et des séminaires délivrés par Jean Marczewski et moi-même (après la soutenance de ma thèse d'Etat).

Avant et après 1971, deux cours faisaient une forte impression sur les étudiants, très attirés pour les uns, très critiques pour d'autres, à savoir le cours de licence d'Henri Denis en Histoire de la Pensée Economique (HPE) et le cours de maîtrise d'Henri Bartoli, Analyse économique: Systèmes et structures de l'économie (SSE).

En HPE, les étudiants rencontraient la pensée économique socialiste en découvrant Johan Gotlieb Fichte, premier partisan d'une économie hyper-centralisée, puis Fourier, Saint-Simon, Proud'hon, Sismondi, Rodbertus. Venaient ensuite Marx, les marxistes russes (Plekhanov, Stroumiline, Boukharine, Preobrajensky), puis les marxistes autrichiens (Hilferding, Kautzky) et surtout Rosa Luxembourg en qui Henri Denis voyait l'une des premières analystes du problème des débouchés, préoccupation théorique qui taraudait H. Denis à cette époque.

Chaque année le professeur n'avait pas le temps de traiter en détail chacun des auteurs susmentionnés en amphithéâtre et renvoyait, pour les autres, à son fameux Thémis d'Histoire de la Pensée Economique. Mais aussi il organisait des groupes de travail bénévole (en sus des travaux dirigés obligatoires) où des étudiants volontaires prenaient en charge, sous la houlette d'un assistant, la préparation de quelques minutes de présentation d'un auteur, auxquels H. Denis céda la parole dans l'amphi¹.

En SSE, Henri Bartoli consacrait la deuxième partie du cours à l'étude des systèmes socialistes, les économies centralement planifiées de type soviétique et le système de planification avec autogestion en Yougoslavie. Après le départ à la retraite de H. Bartoli, le cours fut repris par Pierre Traimond, puis Claude Ménard, Ahmet Insel et Jean-Michel Glachant. Scindé en deux enseignements distincts, une partie traitant de la Théorie des organisations, l'autre partie spécifiquement dédié aux économies socialistes échu finalement à Marie Lavigne.

Bien qu'indépendants, les trois cours mentionnés formaient quasiment un domaine disciplinaire en soi à Paris 1, regroupant tout un ensemble de collègues qui, malgré des vues et des analyses personnelles diverses, voire opposées, avaient l'opportunité de communiquer entre eux sur un objet commun. Je ne saurais mentionner ici tous les participants aux trois équipes pédagogiques, mais plusieurs d'entre eux ont travaillé à la fois dans l'équipe pédagogique d'HPE et dans celle de SSE, notamment Marie Lavigne, Carlo Benetti, Jean-Charles Asselain, Paulette Taïeb, Jérôme Lallement et Annie Cot. Quelques enseignants étaient communs à l'équipe de SSE et à celle de Planification, Geneviève Kaboré et moi-même.

Le Centre d'Economie Internationale des Pays Socialistes (CEIPS)

La recherche sur les économies socialistes a vraiment pris son essor, s'est organisée et structurée à Paris 1 à partir de 1977 avec la création par Marie Lavigne du Centre d'Economie Internationale des Pays Socialistes (CEIPS)², équipe de recherche associée (ERA n°803) du CNRS. Elle a rassemblé des jeunes (à l'époque) collègues et des doctorants de Paris 1 et d'autres universités parisiennes et provinciales, certains rattachés par ailleurs à des institutions étrangères (Giselda Akaishi, Iris Balvany, Benjamin Bastida, Pawel Dembinski, Giovanni Graziani, Lech Kurowski, Maria Lissowska, Istvan Salgo, Teresa Virgili, Jorge Zumaran Paz), et une chargée de recherche du CNRS (Krystyna Szymkiewicz).

Le CEIPS, en fait, était structuré en interne en deux équipes de recherche:

¹ En 1967-68, dans un groupe dont l'assistant était Abdellatif Benhachenhou, j'ai approfondi ma connaissance des œuvres de Rosa Luxembourg.

² Précédé dès 1975 par des réunions d'un groupe de recherche informel rassemblé par Marie Lavigne.

a/ L'une, l'équipe 'senior', adoptait des approches plus théoriques pour analyser les problèmes économiques intérieurs de l'URSS et des autres pays socialistes. Elle comprenait des enseignants déjà titulaires, des docteurs pas encore titulaires et des doctorants rédacteurs de thèses d'Etat à l'époque, dont Jean Boncoeur, Laure Desprès, Marcel Drach, Gérard Duchêne, Xavier Richet, Barbara Rogulska, François Seurot et Robert Tartarin. N'ayant pas accès à d'éventuelles archives du CEIPS, il m'est impossible de faire le bilan de ses publications, en particulier les articles assez nombreux parus dans des revues académiques spécialisées sur ce champ de recherche. A vrai dire, le CEIPS a fondé sa renommée sur des ouvrages coordonnés par Marie Lavigne (voir Encadré 1).

b/ L'autre équipe, plutôt 'junior', réalisait des travaux plus empiriques consacrés à l'international: le commerce extérieur des pays socialistes, les investissements directs étrangers les concernant, les relations économiques internationales internes au CAEM (Comecon) et avec l'Ouest. Elle était largement composée de doctorants et de docteurs de 3^e cycle collaborant avec quelques enseignants-chercheurs plus chevronnés. La notoriété de certains de ses membres s'est manifestée pendant ou après la préparation de leur thèse, tels Erik Izraelewicz, Jean-François Gombeaud, Jocelyne Decaye, Barbara Despiney ou Alain Le Gall.

Encadré 1: Les ouvrages publiés par le CEIPS

Marie Lavigne, coord., *Economie politique de la planification en système socialiste*, Economica, Paris 1978 (avec W. Andreff, J.-C. Asselain, J. Boncoeur, L. Desprès, V. Djurdjevac, G. Duchêne, H. Mescheriakoff, X. Richet, B. Rogulska, F. Seurot, K. Szymkiewicz, R. Tartarin).

Marie Lavigne & Françoise Renversez, coord., *Régulation et division internationale du travail: L'expérience hongroise*, Economica, Paris 1979 (avec G. Abraham-Frois, W. Andreff, B. Bobe, G. Caire, R. Courbis, B. Ducros, P. Llau, C.-A. Michalet, J.-M. Remp et 5 économistes hongrois).

Marie Lavigne, coord., *Stratégie des pays socialistes dans l'échange international*, Economica, Paris 1980 (avec Jocelyne Decaye, Barbara Despiney, Jean Diambou, Eric Izraelewicz, Alain Le Gall, André Lévi, Zofia Lugan, Ivan Mahaim, Erwig Marquary, Florence Pertuiset, Alain Rémy, Bertrand Rosenthal, Christine Serre, Krystyna Szymkiewicz, Anita Tiraspolksy).

Marie Lavigne, coord., *Travail et monnaie en économie socialiste*, Economica, Paris 1981 (avec W. Andreff, J.-C. Asselain, J. Boncoeur, L. Desprès, V. Djurdjevac, G. Duchêne, L. Kurowski, D. Redor, X. Richet, B. Rogulska, F. Seurot, R. Tartarin).

Marie Lavigne et Wladimir Andreff, coord., *La réalité socialiste*, Economica, Paris 1985 (avec Benjamin Bastida, Jean Boncoeur, Marcel Drach, Gérard Duchêne, Giovanni Graziani, Dominique Redor, Xavier Richet, Barbara Rogulska, Hugues Sachter, Krystyna Szymkiewicz).

Marie Lavigne, coord., *Les relations Est-Sud dans l'économie mondiale*, Economica, Paris 1986 (avec Giselda Akaishi, Sonia Bahri, Iris Balvany, Barbara Despigny, Laure Desprès, Alexandre Dimitri, Dominique Don, Anne Elkoubi, Jean-François Gombeaud, Françoise Renaudie, Elisabeth Tison, Bernadette Veyrat, Jorge Zumaran Paz).

Wladimir Andreff, dir., *Réforme et échanges extérieurs dans les pays de l'Est*, L'Harmattan, Paris 1990 (avec Jean-Charles Asselain, Pawel Dembinski, Patrick Gutman, Gérard Lafay, Marie Lavigne, Istvan Salgo, Pierre Talbot, Anita Tiraspolsky).



Les travaux de recherche du CEIPS ont atteint leur apogée en 1988-1989 lorsque survinrent trois chocs:

- . la chute du mur de Berlin et les premières turbulences de l'effondrement du système économique soviétique;
- . le départ de Marie Lavigne dans un nouvel Institut de recherche sur la transition dans les pays de l'Est localisé en banlieue de Prague, prélude à sa mutation ultérieure à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour;
- . la réaction du CNRS en la personne de M. Lautman, directeur des Sciences Humaines et Sociales (SHS), aux deux chocs précédents.

Avant d'aborder l'après-CEIPS et les années 1990, il convient de rendre hommage à l'œuvre accomplie par les collègues du CEIPS, mais surtout et avant tout à Marie Lavigne pour sa capacité d'entraînement et de coordination des chercheurs, et son exemplarité dans les tâches de recherche. En outre, Marie Lavigne a contribué à faire connaître les recherches françaises en «soviétologie économique» (comme on disait à l'époque), donc le CEIPS et, par conséquent, l'Université de Paris 1, dans le monde entier:

. non seulement, et naturellement, en URSS et dans les pays de l'Est;
. mais encore et surtout dans la soviétologie économique anglophone, spécialement aux Etats-Unis, dont Marie Lavigne est devenue dans les années 1980 l'un des principaux auteurs de référence;
. et bien au-delà en Asie, en Amérique latine et en Afrique grâce aux recherches du CEIPS sur les relations économiques internationales des pays de l'Est avec ces trois continents.

Marie Lavigne a fortement contribué à la promotion de ses jeunes collègues qui ont obtenu des postes de professeur dans des universités françaises et étrangères. Elle a communiqué son envie de savoir, de décortiquer une réalité économique souvent masquée par des statistiques officielles 'orientées', voire systématiquement biaisées, publiées dans les économies centralement planifiées.

La transition du CEIPS au ROSES

Avant même les chocs susmentionnés, d'un commun accord avec Marie Lavigne, nous avons proposé au CNRS (SHS) la création d'une équipe plus grande rassemblant la plupart des économistes français spécialisés dans l'étude des pays de l'Est. Ceci en fusionnant le CEIPS et l'URGENSE (Unité de Recherche Grenobloise sur l'Economie et les Normes du Socialisme Existant), une petite équipe formée suite à mon arrivée sur le campus grenoblois en 1980. En 1988, elle avait atteint le statut d'équipe recommandée par le CNRS. Outre ses effectifs propres, l'URGENSE entretenait des relations de recherche avec des économistes soviétologues localisés dans le sud de la France, dans les Universités d'Aix-Marseille, Toulouse, Montpellier et Lyon.

Etant en poste à l'Université de Grenoble 2 en 1989, il a fallu convaincre le CNRS d'accepter de créer une équipe bi-localisée à Paris 1 et à Grenoble 2 alors même que sa politique de l'époque visait la suppression des bi/multi-localisations existantes et la concentration des effectifs dans des équipes de grande taille. L'idée de concentrer dans une seule unité la plupart des économistes menant des recherches sur les pays de l'Est a fini par séduire M. Lautman et par l'emporter sur sa réticence à créer une unité bi-localisée. Ainsi est né le ROSES (Réforme et Ouverture des Systèmes Economiques post-Socialistes), sous ma direction au 1^{er} janvier 1990. Ma mutation de Grenoble 2 à Paris 1 au 1^{er} septembre 1990 a eu pour effet de relocaliser la direction du ROSES, URA D 1417 du CNRS, dans l'UFR de Sciences Economiques de l'Université de Paris 1.

Le dernier ouvrage figurant dans l'Encadré 1, préparé en 1989 et paru en 1990, marque aussi d'une certaine façon, la transition du CEIPS au ROSES.

Le ROSES, à son tour, a connu une évolution institutionnelle. Sa bi-localisation à Grenoble a pris fin en 1997. En 1998, avec l'appui de Claude Meidinger au CNRS (SHS) et l'accord de Claude Courlet, Président de l'Université de Grenoble 2, le ROSES est entièrement recentré à Paris 1 en tant que UPRESA n° 8055 du CNRS. Une partie de ses effectifs grenoblois restent affiliés au ROSES, une autre partie s'autonomise dans une équipe de recherche exclusivement grenobloise, le GTD (Groupe Transition Développement). En 2002, le ROSES devient l'UMR n° 8055 du CNRS. Au 1^{er} janvier 2006, ses effectifs sont intégrés dans le Centre d'Economie de la Sorbonne (CES) qui regroupe, dans un premier temps les cinq unités de recherche CNRS localisées à l'UFR de Sciences Economiques de l'Université de Paris 1, puis s'étend ultérieurement à d'autres équipes. Des activités de recherche sur notre thématique se sont poursuivies au CES encore pendant quelques années.

Le ROSES (Réforme et Ouverture des Systèmes Economiques Socialistes)

Il existe un bilan détaillé des diverses activités et des publications du ROSES de 1990 à 2005 inclus. Il suffit de compiler les huit rapports d'activité remis par le ROSES au CNRS: rapports 1990-1993, 1993-1995, 1994-1997, 1997-1999, 1997-2001, 2001-2003 et 2001-2004 (y inclus un rapport de contractualisation 2006-2009, devenu caduc du fait de la fusion dans le CES). On ne peut en reprendre ici tous les détails, les rapports peuvent être consultés par qui me le demanderait et, je suppose, aux archives du CNRS.

Un résumé du bilan quantitatif et qualitatif s'établit comme suit:

a/ bilan quantitatif:

893 publications, soit une moyenne de 56 par an; à défaut de pouvoir présenter la liste (plus longue) des articles de référence du ROSES parus dans des revues scientifiques, l'Encadré 2 affiche quelques-uns de ses principaux ouvrages.

59 projets ou programmes de recherche réalisés, avec remise d'un rapport à un organisme officiel ou à un commanditaire (3,5 par an en moyenne).

Ces travaux ont été réalisés par les 35 enseignants-chercheurs (+ 18 enseignants-chercheurs associés) que le ROSES a rassemblés, à un moment ou un autre entre 1990 et 2005, et ses neuf personnels CNRS, six chargés de recherche et trois ingénieurs d'étude.

Encadré 2 : Les effectifs et quelques ouvrages représentatifs du ROSES, 1990-2005

Personnels CNRS:

François Bafoil, CR; Joëlle Cicchini, IE; Micheline de Felice, CR; Marie-José Desaignes, IE; Barbara Despiney, CR; Catherine Locatelli, CR associée; Mathilde Maurel, CR; André Roguski, IE; Krystyna Szymkiewicz, CR.

Enseignants chercheurs:

Wladimir Andreff, Serge Belloir, Georges Bensaid, Guy Bensimon, Fabienne Boudier-Bensebaa, Joseph Boumendil, Eric Brunat, Laure Desprès, Michel Drouet, Gérard Duchêne, Ghassan Fawaz, Annick Gillot-Chappaz, Patrick Gutman, Jean-François Huchet, Khadidja Kadri, Daniel Labaronne, Vincent Lamande, Julie Lochard, Monique Meyer, Ramine Motamed-Nejad, Boris Najman, Jean-François Nivet, Jean-Louis Pin, André Radiguet, Laurence Raineau, Dominique Redor, Xavier Richet, Arsène Rieber, Yorgos Rizopoulos, Ivan Samson, Guy Schulders, Robert Tartarin, Pierre Traimond, Christian Varin, Mehrdad Vahabi.

Enseignants chercheurs associés:

Philippe Adair, Jocelyne Barreau, Lise Bourdeau-Lepage, Pierre Cavoleau, Guillaume Cheickbossian, Saadoune Cherrad, Claude Broudo, Alain Dontaine, Andrzej Dudzinski, Marc Dusautoy, Alain Laurent, Catherine Mercier-Suissa, Serge Métais, Catherine Samary, Claudia Senik, Ahmed Silem, Ariane Tichit, Tomasz Wasilewski.

Doctorants encadrés au ROSES:

Jan Babetski, Hélène Barbier, Noureddine Bardad-Daidj, Ewa Bednarova, Kassa Belay, Fahmi Ben Abdelkader, Anne-Laure Béranger, Monika Beuran, Anthony Blais, Laurence Blotnicki, Anne-Gabrielle Bonlarron, Sylvain Bouillon, Frédéric Bourassa, Nathalie Briand, Pramuan Bunkanwanicha, Léa Bure, Dung Cao, Frédérique Charpiot-Michaud, Gregory Chigolet, Philippe Condé, Clara Delavallade, Violaine Delteil, José de Sousa, Mirela Diaconescu, Claire Dickinson, Caroline Dufy, Youssef El Khadalli, Tatiana Esanu, Cécile Grégoire-Borzeda, Jean Geronimo, Mélanie Goret, Fabian Gouret, Aurélie Guillon, Bénédicte Halba, Aude Hapiot, Jean-Claude Hulot, Chi Jian, Petia Koleva, Oxana Koukhartchouk, Vincent Lamande, Ingrid Lamauve, Olivier Lamotte, Julien Lefilleur, Eric Magnin, Emmanuel Mathias, Benoit Mathivet, Hélène Mc Lennan, Marian Micu, Jean-Yves Moisseron, Mariana Morariu, Houda Neffati, Wioleta Nawrot, Ariane Pailhé, Anita Pietka, Fabien Piliu, Thomas Porcher, Sandrine Poupaux, Jean-Christophe Quilez, Gaël Raballand, Agnès Renault, Nathalie Ricoeur, Philippe Rusin, Christian Schneider, Sonia Seghir, Assen Slim, Anamaria Sova, Nicolas Spie, Victor Tatouzov, Caroline Thai, Olivier Tulliez, Christian Varin, Semyon Vavilov, Caroline Vincensini, Cuong Vu Sy, Christian Weismuller, Alexandre Zourabichvili.

Quelques ouvrages représentatifs: Andreff (1995, 2002 & 2003), Kalyuzhnova & Andreff (2003), Maurel (1998), Redor (1992), Vincensini (2010); du PPF La Transition: Andreff (2006); de l'après-ROSES: Andreff (2021a).



On ajoutera 61 thèses de doctorat en Sciences Economiques soutenues par des doctorants du ROSES³, 12 Habilitations à Diriger des Recherches soutenues (dont cinq habilités sont devenus professeurs ultérieurement) et deux candidats reçus au concours d'agrégation des universités en Sciences Economiques, Jean-François Nivet et José de Sousa. 23 autres docteurs ont obtenu des postes de Maître de Conférences dans des universités françaises (Guy Bensimon, Fabienne Boudier-Bensebaa, Eric Brunat, Violaine Delteil, Caroline Dufy, Ghassan Fawaz, Fabian Gouret, Petia Koleva, Alain Laurent, Julie Lochard, Eric Magnin, Houda Neffati, Ramine Motamed-Nejad, Boris Najman, Jean-Louis Pin, Yorgos Rizopoulos, Ivan Samson, Caroline Vincensini) et étrangères (Dung Cao, Mirela Diaconescu, Wioletta Nawrot, Christian Schneider, Victor Tatouzov), cinq ont des postes d'enseignants dans d'autres institutions: Fahmi Ben Abdelkader (prof. ESCP Europe Business School), Olivier Lamotte (prof. Paris School of Business, EM Normandie), Thomas Porcher (prof. Paris School of Business), Sonia Seghir (MCF, ESSEC) et Assen Slim (prof. INALCO), tandis que trois postes de chercheurs sont occupés par Jean-Yves Moisseron (Institut de Recherche pour le Développement), Ariane Pailhé (directrice de recherche, INED) et Philippe Rusin (CEFRES).

b/ bilan qualitatif:

³ Sur 76 thèses inscrites et encadrées au ROSES, 15 doctorants ayant trouvé à l'époque des opportunités de carrière plus intéressantes en cours de thèse.

Il se présente en deux périodes dans le programme de recherche et la réalisation de publications significatives. La première, sur laquelle s'est bâtie la renommée du ROSES, court jusqu'en 1995-96 et a privilégié les thèmes de recherche suivants:

- . Les politiques de stabilisation macro-économique au début de la transition.
- . L'hyperinflation et la démonétisation des économies en transition.
- . Les privatisations et les restructurations industrielles.
- . La restructuration du secteur énergétique en Russie, spécialement dans les hydrocarbures.
- . Le marché du travail, les politiques salariales et la pauvreté.
- . La désintégration économique du CAEM (Comecon) et le détournement de commerce.
- . Les investissements directs étrangers dans les pays en transition.
- . Les analyses théoriques du processus de transition.

Sans faire disparaître la plupart des thèmes précédents, d'autres thèmes de recherche ont émergé et pris de l'importance dans la deuxième moitié des années 1990 et la première moitié des années 2000, à mesure que le processus de transition s'étendait à des pays moins développés, Chine, Vietnam, Cuba, Algérie, pays asiatiques de l'ex-URSS, etc., d'une part et, d'autre part, que des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) étaient candidats à une adhésion à l'Union Européenne. Ainsi:

- . Convergence nominale, convergence réelle et zone monétaire optimale.
- . Le processus – économique et institutionnel - d'adhésion des PECO à l'UE.
- . Les réformes monétaires et bancaires dans les pays en transition.
- . La gouvernance des entreprises privatisées.
- . La politique industrielle et de R&D dans ces pays.
- . Le développement économique régional et local, en Russie et en Pologne.
- . Economie informelle et corruption.
- . Transition et développement économique, y compris dans des pays du Tiers Monde.

De cette évolution thématique, il est resté une trace après la disparition du ROSES, y compris au sein du CES, avec les nouvelles spécialisations de certains de ses chercheurs en économie du développement. Sur tous ces thèmes, les chercheurs du ROSES ont acquis (ou avaient préalablement) une expertise qui a permis à l'équipe de remporter des appels d'offres nationaux et internationaux, de réaliser des contrats de recherche hors CNRS, de réaliser des missions de consultants et de procéder à des évaluations et des expertises pour des organisations internationales et des gouvernements étrangers.

Expertise et relations internationales du ROSES

De 1990 à 2005, les chercheurs du ROSES ont participé à une soixantaine d'expertises-conseils et de projets/programmes de recherche, dont une quarantaine de projets internationaux, spécialement dans le cadre des programmes européens tels PHARE, ACE, TEMPUS, TACIS et TSRE. Les plus significatifs et renommés sont retracés dans l'Encadré 3.

Encadré 3: Principaux projets contractuels de recherche et d'expertise du ROSES

- . Mission d'expertise de l'équipe grenobloise du ROSES auprès du gouvernement polonais, Varsovie 1990.
- . Expertise auprès du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle pour la formation de cadres d'entreprises soviétiques, 1990 (M. Meyer).
- . Expertise auprès de la Délégation à l'Aménagement du Territoire, groupe pays de l'Est, 1990-1991 (W. Andreff).
- . Responsable scientifique du CRIN - industriels et chercheurs CNRS - Pays de l'Est, 1990-1992 (X. Richet).
- . Création de l'Observatoire de la transition du ROSES à Berlin, 1990-1993, (F. Bafoil).
- . Participation à l'Advisory Committee du Centre for East-West Studies and European Integration, Université de Vérone, 1990-1993 (W. Andreff).
- . Coordination scientifique du programme CNRS-ESRC sur l'Europe, 1990-1993 (X. Richet).
- . Expertise-consultant au CEPPI sur l'Allemagne de l'Est, 1990-1993 (I. Samson).
- . Projet «Les perspectives du secteur public à l'Est et à l'Ouest», Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, 1990-1993 (W. Andreff).
- . Expertise sur le commerce extérieur des pays de l'Est auprès du Ministerio de Industria, Comercio y Turismo, Madrid, 1990-1998 (W. Andreff).
- . Participation à l'assistance au gouvernement du Vietnam avec la Swedish International Development Authority, 1991 (W. Andreff).
- . Expertise-consultant auprès de la Commission d'Etat de la Planification, Pékin 1991 (W. Andreff).
- . Coordination des programmes entre les centres de recherche de Pékin, Canton et Ho-Hot, 1992-1993 (X. Richet).
- . Participation au programme de recherche de la Banque mondiale «Comportement des entreprises et réformes économiques en Europe de l'Est», 1992-1993 (B. Rogulska).
- . Projet «Transition vers le marché et modernisation des entreprises en Bulgarie et en Hongrie», Ministère de la Recherche 1992-1995 (X. Richet).
- . Projet «Le comportement des entreprises pendant la phase de transition vers le marché en Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie», ROSES & London Business School, 1992-1995 (X. Richet).
- . PROMETEE: assistance à la création de l'Institut d'Economie de la Transition - IET (de Egor Gaïdar) à Moscou, 1992-1998 (I. Samson).
- . Programme TACIS-CEE-Académie nationale d'économie de Russie de formation de professeurs en gestion, 1993-1994 (X. Richet).
- . Projet Commissariat Général du Plan «Ouverture, transition et développement en Allemagne de l'Est», 1993-1995 (I. Samson).
- . Programme «Réforme économique et comportement des entreprises d'Etat chinoises», Ministère des Affaires Etrangères, 1993-1996 (X. Richet, J.-F. Huchet).
- . Chef de la mission PNUD-Banque mondiale auprès du Ministère de la Restructuration Industrielle de l'Algérie et rapport PNUD, 1994 (W. Andreff).
- . Participation au projet du Commissariat Général du Plan «Internationalisation des firmes occidentales à l'Est», 1994 (F. Boudier-Bensebaa).
- . Projet TACIS-BBC «La situation du marché du travail en Ukraine», 1994-1995 (G. Duchêne).
- . Programme ACE «Régionalisation des échanges et insertion des pays d'Europe centrale dans la division internationale du travail», 1994-1995 (D. Redor).
- . Conseiller du Ministère de l'Economie d'Ukraine, 1994-1997 (G. Duchêne).
- . Projet DATAR «Bilan macro-économique des relations économiques entre l'Est et l'Ouest de l'Europe», 1995 (W. Andreff).

- . Projet pour la Communauté Economique Européenne (DGI), «Réforme de prix et demande d'énergie en ex-URSS», 1995 (C. Locatelli).
- . Projet «Normes marchandes et normes monétaires», Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, 1995 (R. Motamed-Nejad).
- . Projet «La production et le financement des services de santé dans la transition en Russie», Mission interministérielle à la Recherche, 1995 (L. Desprès).
- . Enquête pour la Chambre franco-allemande de Commerce et d'Industrie, Université d'Iéna, 1995 (G. Schulders).
- . Projet "A comparison of foreign direct investment in Bulgaria, the Czech Republic and Slovenia", ROSES & London Business School, 1995-1996 (X. Richet).
- . Projet «Les relations économiques Russie-Ukraine», Ministère des Affaires Etrangères, 1995-1996 (G. Duchêne).
- . Projet TACIS «Belarus: Industrial promotion strategy» pour le Ministère de l'Economie de la Biélorussie, 1995-1996 (W. Andreff).
- . Programme ACE "Economic cooperation in the Balkans: a regional approach to European integration", ROSES & Institut d'Economie, Sofia, 1995-1997 (Y. Rizopoulos).
- . Projet «Développement régional et coopération internationale dans l'Extrême-Orient russe», Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, 1995-1997 (B. Despiney).
- . Participation au projet PHARE "Strategic possibilities of Hungary in 1996-2000 with special attention to the fulfillment of the convergence criteria of the Maastricht Treaty", 1996 (W. Andreff).
- . Participation au projet du Ministry of Economic Relations and Development "Strategy of international economic relations: from associated to fully-fledged membership in the European Union", Ljubljana, 1996 (W. Andreff).
- . Assistance au Ministère des sports de Slovénie: méthodologie d'évaluation de l'économie du sport en Slovénie, 1996 (W. Andreff).
- . Projet «Etude des entreprises sur certains segments industriels en Europe de l'Est», DGS-IAEI, Ministère de l'Industrie, 1996-1997 (X. Richet).
- . Projet «Les stratégies industrielles du gouvernement allemand et les entreprises allemandes en Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie et Bulgarie», Ministère de l'Industrie, 1996-1997 (F. Boudier-Bensebaa).
- . Projet «L'ajustement des entreprises de l'industrie mécanique en Bulgarie et en Pologne et de l'industrie électronique en Russie», Ministère de l'Industrie, 1996-1997 (X. Richet).
- . Programme TACIS pour la Banque d'Ukraine «Inter-entreprise arrears in Ukraine», 1996-1997 (G. Duchêne).
- . Participation au projet OTAN "Institutional transformation of science and technology systems and S&T policies in economies in transition", 1996-1997 (W. Andreff).
- . Projet TACIS "Transfer of enterprises social assets to local councils in Ukraine", 1996-1997 (G. Duchêne).
- . Participation au projet PHARE-ACE "Diffusion of innovations and technology transfer in the present R&D system in Eastern Europe", 1996-1997 (Y. Rizopoulos).
- . Participation au Programme ACE-TACIS «Emploi, chômage et adaptation de la main-d'œuvre en République de Moldavie», 1996-1997 (D. Redor).
- . Participation au projet PHARE-ACE "Economic cooperation in the Balkans: a regional approach to European integration", 1996-1997 (Y. Rizopoulos).
- . Projet TSRE/SPRU/DIW/WZB/ROSES "Restructuring of the food processing industry in Eastern Europe in international competition", 1996-1997 (F. Charpiot-Michaud).
- . Projet OCDE-CCET, "Foreign direct investment in Ukraine", 1997 (G. Duchêne).
- . Programme PHARE-ACE, "The informal economy in Romania", 1997-1998 (G. Duchêne).
- . TSRE Project "Restructuring and re-integration of science and technology system in economies in transition", DIW Berlin, SPRU Brighton & ROSES, 1997-1998 (X. Richet).
- . Projet ACE "The separation of ownership from control in Albania, Bulgaria and Romania", 1997-1998 (X. Richet).
- . Projet TACIS: direction de l'équipe de recherche macro-économique de l'UPELAC, Ukraine, GTZ & ROSES, 1997-1999 (G. Duchêne).
- . Participation au Programme ACE "Privatization of Residual State Property", Central & Eastern European Privatization Network, Ljubljana, 1998-1999 (W. Andreff).
- . Participation au projet PHARE-ACE "Economic decentralization and the dynamics of wage inequalities in Central Europe", 1998-1999 (D. Redor).

- . Participation à l'évaluation pour la Commission Européenne (DGI) du 4th Framework Programme for Research and Technological Development, Bruxelles 1999-2000 (W. Andreff).
- . Participation au projet TACIS "Economic analysis of the informal sector development in Ukraine", 2000-2001 (B. Najman).
- . Projet TACIS "Mega-Economic Trends", 2000-2002 (G. Duchêne).
- . Projet PHARE-ACE "Households' informal economic activities in candidate countries: empirical evidence from Romania and Bulgaria", 2000-2002 (G. Duchêne).
- . Projet PHARE-ACE "Exchange rate regimes of the accession countries", 2000-2002 (M. Maurel).
- . Enquête PNUD «Analyse des déterminants de la pauvreté au Montenegro», 2001-2002 (B. Najman).
- . Participation au Programme Balaton «Investissements directs étrangers et effets d'essaimage», Ministère des Affaires Etrangères, 2002 (J. de Sousa).
- . Projet CNRS «Réformes des entreprises dans une économie en transition : le cas de la Pologne», 2003-2004 (B. Despiney).
- . Projet FEMISE (Commission Européenne) «Flexibilité du travail en Afrique du Nord», 2004-2005 (B. Najman).

Des chercheurs du ROSES ont été sollicités comme consultants, conseillers ou experts auprès d'instances gouvernementales et non-gouvernementales:

- . Dans les PECO: en Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Roumanie et Bulgarie.
- . Dans l'ex-URSS: en Russie, Ukraine, Moldavie, Biélorussie, Estonie, Arménie, Azerbaïdjan, Ouzbékistan et au Kazakhstan.
- . Et ailleurs: en Chine, Vietnam, Albanie, Algérie et même au Maroc.

On ne mettra en exergue que deux de ces opérations, la plus prestigieuse à l'international, et celle, la plus pluridisciplinaire, qui a impliqué plusieurs autres unités de recherche de l'Université de Paris 1.

Il s'agit d'abord du programme PROMETEE (1992-1998), conçu et dirigé par le ROSES, dans le cadre du programme TACIS⁴, pour lequel le ROSES a été «short-listé» en même temps qu'un projet concurrent de Richard Layard (London School of Economics). C'est le projet du ROSES qui a été retenu par les évaluateurs de l'UE. Son objet était d'apporter une assistance technique et de recherche à la formation de l'Institut d'Economie de la Transition (IET) à Moscou constitué par Egor Gaïdar après la fin de son mandat de Premier Ministre de Boris Eltsine. Les résultats du projet étaient évalués sur critères techniques (nombre d'ordinateurs installés, etc.), scientifiques (nombre de publications réalisées ou co-signées par les chercheurs russes de l'IET dans des revues anglophones) et de réputation (participation à des missions, colloques hors de Russie). Ce contrat fut rempli grâce à l'engagement de plusieurs chercheurs du ROSES de Paris 1 et de Grenoble 2.

Il s'agit ensuite du Programme Pluri-Formation en Sciences de l'Homme «La Transition» (2001-2009). A l'incitation de la présidence de l'Université de Paris 1 en 2000, le ROSES a

⁴ Programme de l'Union Européenne d'aide et d'assistance technique à destination des pays de la CEI (Communauté des Etats Indépendants issus de la dissolution de l'URSS).

pris la tête de ce projet pluridisciplinaire, regroupant par ailleurs l'ATOM, le LAEP, l'IPR (historiens) et le CACSP (juristes). Trois colloques ont été organisés par ce PPSH en 2003, 2004 et 2009; des chercheurs étrangers y ont été accueillis (Natalia Dzagourova, Nicolas Nenovsky, Maria Smirnova, Karoly Attila Soos, Vladimir Yefimov). Des publications en sont issues et, en particulier après le deuxième colloque, l'ouvrage: Andreff (2006).

Le rayonnement international du ROSES s'est également matérialisé par l'accueil ponctuel, ou pour des durées plus longues, de chercheurs étrangers, ainsi que par l'accueil des chercheurs du ROSES dans des équipes de recherche à l'étranger avec lesquelles notre laboratoire avait des relations scientifiques suivies (voir Encadré 4).

Encadré 4 : Principales relations de recherche internationales du ROSES

Collègues étrangers invités au ROSES:

Albanie: Bardhyl Ceku, Institut du commerce international; Magdalena Bregasi & Hir Gadeski, Université de Tirana.

Algérie : Omar Boukhezar, Université d'Alger.

Allemagne: Jürgen Muller, DIW Berlin; Hans-Jürgen Wagener, Université Viadrina; Horst Brezinski, Université de Freiberg.

Australie : Richard Pomfret, Université d'Adelaïde.

Banque mondiale: Inderjit Singh.

Belgique: Daniel Gros, CEPS.

Bosnie-Herzégovine: Senadin Fazlibegovic, Institut d'Economie, Sarajevo.

Brésil : Lenina Pomeranz, Université de Sao Paulo.

Bulgarie: Iskra Christova-Balkanska, Georges Chopov, Stefan Ivanov, Spartak Keremitchev, Veselin Mintchev & Jivko Zlatev, Institut d'Economie, Académie des Sciences; Roumen Avramov, Centre for Liberal Strategies.

Chine: Chi Jian, Université d'Economie, Ho-Hot (Mongolie intérieure); Fanmin Kong, Université de Pékin; Xia Cheng Zhou, Université de Canton; Wang Wei, Institut de recherches socio-économiques de Canton.

Espagne: Benjamin Bastida, Carmen de la Camara & Teresa Virgili, Université de Barcelone.

Finlande: Kari Liuhto, Turku School of Economics and Business.

Hongrie: Janos Kornai, Collegium Budapest; Peter Mihaly, vice-ministre des privatisations; Laszlo Halpern & Jenö Koltay, Institut d'Economie & Miklos Somaï, Institut de l'économie mondiale, Académie des Sciences de Hongrie; Adam Török & Lili Berko, Institut d'économie industrielle, Budapest; Katalin Szabo, Université de Budapest.

Italie: Silvana Malle, Université de Vérone; Giovanni Balcet, Université de Turin; Giovanni Graziani, Université de Parme, Fabrizio Coricelli (recruté professeur à Paris 1).

Lettonie: Baïba Savrina, Université de Riga.

Luxembourg : Alfred Steinherr, Banque Européenne d'Investissement.

Moldavie: Valentin Railean, Faculté de Sciences Economiques de Chisinau.

Pologne: Grzegorz Kolodko (ex-Premier Ministre), Banque mondiale; Eva Balcerowicz & Marek Dabrowski, Centre for Social and Economic Research, Varsovie; Adam Lipowski,

Tadeusz Baczek, Joanna Kotowicz-Jawor, Institut d'Economie, Académie des Sciences; Leszek Gilejko, Juliusz Gardawski, Janusz Kalinski, Maria Lissowska, Haute Ecole de Commerce, Varsovie; Irena Pietrzyk, Académie d'Economie, Cracovie; Urszula Plowiec, Présidente de l'Académie des Sciences de Pologne.

Portugal: Rui Henriques, Université Technique de Lisbonne.

République tchèque: Jana Sereghyova, Académie des Sciences, Prague; Jiri Novotny, Ecole Supérieure d'Economie, Prague.

Roumanie : Ioan Popa & Geomina Turlea, Académie des sciences; Mirela Diaconescu, Université de Bucarest; Florin Radu, Université de Craiova; Dorin Jula, Institut de Prévision, Bucarest.

Royaume Uni: Saul Estrin & Lena Takla, London Business School; Jan Winiecki, Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, Londres; Elena Kalyuzhnova, CEAS, Université de Reading.

Russie: Tatiana Artemova, Ivan Chirokikh, Vladimir Kollontai, Ruslan Koumakhov, Victor Kouznetsov & Evgeniya Yakovleva, IMEMO, Moscou; Roustem Noureev, Grigori Kantorovitch & Andrei Shastitko, Haut Collège d'économie, Moscou; Anton Oleynik, Université Lomonosov, Moscou; Evgeny Gavrilentov & Sergueï Malakhov, Bureau of Economic Analysis, Moscou; Alexandre Pokrovski, Académie du commerce extérieur; Georgy Malginov, Sergueï Prikhodko & Alexandre Radygin, IET Moscou; Sergueï Guriev, New Economic School, Moscou.

Serbie: Mirosinka Dinkic, Institut d'Economie, Belgrade.

Slovaquie: Jaroslav Kita, Université d'économie, Bratislava.

Suède: Pavel Pelikan, Institut d'économie industrielle, Stockholm.

Taiwan: Hua-Hsia Lee, Institut de recherche Chung-Hua, Taipei.

Tunisie: Abdallah Akari, Université de Tunis III.

Ukraine: Vladimir Koutsenko, Université de Dniepropetrovsk.

USA: Gérard Roland, Université de Berkeley; Morris Bornstein, Université du Michigan, Ann Arbor; Lawrence Nowicki, Adelphi University, Garden City, New York; Jim Angresano, Albertson College, Idaho.

Vietnam: Minh Hai Hoang, CNRS Vietnam.

Relations avec des instituts de recherche à l'étranger: Académie d'Economie de Cracovie; Académie d'Economie de Roumanie; Académie des Sciences d'Albanie; Académie Plekhanov, Moscou; Amsterdam Center for Comparative European Social Studies; Bureau of Economic Analysis, Moscou; CASE, Varsovie; CEIBS, Shanghai; CEMA, Département de recherche de l'Association pour la gestion des entreprises chinoises, Pékin; CEMI, China-Europe Management Institute, Pékin; Central and Eastern European Privatization Network, Ljubljana; Centre of Asian Studies et Centre Français d'Etude de la Chine contemporaine, Hong Kong; Centre of Euro-Asian Studies, Reading; Centre of self-government studies, Klaipeda; CEPR (Centre for Economic Policy Research), Londres; CEPS, Bruxelles; Centre de Recherche sur le Développement, Neuchâtel; Centre for Russian and East European Studies, Birmingham; Centre for the Study of Public Policy, Glasgow; CERGE, Prague ; CERT Edinburgh; DIW, Berlin; East European Law and Russian Studies, Leiden; Economic Research Institute, Minsk; ECMAU (puis UEPLAC), Kiev; Forschungsinstitut für Europafragen, Vienne; GATE, Barcelone; Georgia Institute of Technology, Atlanta; GKI Economic Research, Budapest; ICRET, Chisinau; IFO für Wirtschaftsforschung, Munich; IMAD, Ljubljana; IMEMO (Institut de l'Economie mondiale), Académie des Sciences, Moscou; Institut de l'économie nationale, Erevan; IET, Moscou; Institut d'Economie de la Transition de Khabarovsk et Vladivostok; Institut d'Economie, Académie des Sciences de Bulgarie; Institut d'Economie, Académie des Sciences de Pologne; Institut d'Economie et Institut de l'économie mondiale, Académie des

Sciences de Roumanie; Institut d'Economie, Académie des sciences de République tchèque; Institut d'Economie croate, Zagreb; Institut d'Economie, Institut d'économie industrielle et Institut de l'économie mondiale, Académie des Sciences de Hongrie; Institut d'économie industrielle et Institut de l'économie mondiale, Académie des Sciences Sociales, Pékin; Institut d'économie de Hanoï; Institut des Hautes Etudes Internationales, Genève; Institute of East European Economics, Stockholm; Institute of Soviet and Eastern European Studies, Carlton University, Ottawa; IRMO Zagreb; Institut des relations économiques internationales, Athènes; Institut Marc Bloch, Berlin; Kieler Institut für Weltwirtschaft, Kiel; KOPINT-DATORG, Budapest; Leuven Institute for Central and Eastern European Studies; London European Research Centre; Nomisma Bologne; Osteuropa Institut, Munich; PECAT, Varsovie; RECEP, Moscou; RECIPE, Amsterdam; SIDA, Stockholm; SITE, Stockholm; SPRU, Brighton; Trade Research and Promotion Institute, Sofia; UCEMET, Cracovie; WIIW, Vienne; WZB (Wissenschaftszentrum), Berlin; ZEI, Bonn.

Avec des établissements d'enseignement supérieur: Département d'Economie, Université de Qinghua, Pékin; Haute Ecole de Commerce (ex-SGPIs), Varsovie; Ecole Supérieure d'Economie, Prague; Estonian Business School, Tallinn; Higher School of Economics (Haut Collège d'Economie), Moscou; Hochschule Bruno Leuschner, Berlin; London Business School, Londres; London School of Economics, Londres; et:

Universités de: Amsterdam; Annaba; Beida, Pékin; Belgrade; Bergakademie Freiberg; Bratislava; Brescia; Bucarest; Budapest; Catholique du Portugal, Lisbonne; CEU Budapest; Charles, Prague; Chisinau; Collegium Budapest; Complutense, Barcelone; Complutense, Madrid; Cracovie; Craiova; Dniepropetrovsk; Essex; Fès; Fribourg (Suisse); Helsinki; Iéna; Jérusalem; Jyväskylä; Le Caire; Libre de Bruxelles; Ljubljana; Lodz; Lomonosov, Moscou; Maribor; Manchester; Martin Luther, Halle; Michigan, Ann Arbor; Minneapolis; Minsk; Neuchâtel; North London; Novosibirsk; Oxford; Paderborn; Parme; Poznan; Rabat; Riga; Roskilde; Sarajevo; Saint Cyril et Méthode, Skopje; Sfax; Sibiu; Sienne; Stockholm; Sydney; Sun-Yat-Sen, Canton; Tallinn; Tel Aviv; Timisoara; Trento; Tsinghua, Pékin; Tunis III; Turin; Turku School of Economics and Business Administration; UQAM Montréal; Valencia; Vérone; Viadrina, Francfort sur Oder; WIDER, Université des Nations Unies, Helsinki; Wesleyan, Middletown, USA; Wuhan; Yokohama City; Zagreb.

Avec des organismes nationaux et internationaux: Agence pour la privatisation de Bulgarie; Bank for Economic Reconstruction and Development, Londres; Banque mondiale (Département sur la transition en Europe de l'Est); Comité économique du Conseil des Ministres (KERM), Varsovie; Commission Economique pour l'Europe de l'ONU, Genève; FMI; JETRO (Japan External Trade Organisation); Ministère de l'Economie de Biélorussie; Ministère de l'Economie d'Ukraine; OCDE (CEET), PNUD (ONU).

La relation enseignement-recherche

La relation enseignement-recherche a été assurée de 1991/92 à 2002/03 grâce à l'habilitation d'un DEA «Mutations économiques dans les pays de l'Est» (dir.: W. Andreff) à l'Université de Paris 1, avec le soutien de la direction de l'UFR Sciences Economiques. 232 mémoires y ont été soutenus, soit une moyenne de 20 par an. Au fil de ses 12 années d'existence, le DEA a accueilli des enseignements délivrés par: Wladimir Andreff, Fabienne Boudier-Bensebaa, Bernard Chavance, Thérèse Chevallier, Laure Desprès, Gérard Duchêne, Giovanni Graziani, Patrick Gutman, Daniel Labaronne, Charles-Albert Michalet, Ramine Motamed-Nejad, Jean-François Nivet, Ariane Pailhé, Dominique Redor, Xavier Richet, Yorgos Rizopoulos, Barbara Rogulska, Baïba Savrina, Claudia Senik, Robert Tartarin, Pierre Traimond, et des séminaires animés par Christian de Boissieu, Olivier Bouin, Yves Citoleux, Laszlo Halpern, Jenö Koltay, Vladimir Kollontai, Fanmin Kong, Catherine Locatelli, Mathilde Maurel, Jean-Louis Pin, Alain Pouliquen, Ivan Samson, Guy Schuldners et Alexandre Sorokine.

Les cours dispensés traitaient de:

- . Ouverture extérieure, crise économique et politiques de stabilisation dans les pays de l'Est
- . L'analyse des systèmes économiques et de leur transformation
- . Analyse macro-économique de la transition
- . Privatisations, réorganisation et transformation économique dans les PECO
- . Restructurations industrielles et ajustement des entreprises
- . Restructuration des entreprises et marchés financiers
- . Les échanges internationaux des pays de l'Est
- . L'investissement direct étranger et les joint-ventures dans les pays de l'Est
- . Les mutations de l'emploi dans les économies de l'Est européen
- . Structures et politiques industrielles dans les PECO
- . Monnaie et financement dans les économies en transition
- . La transition dans les économies baltes.

Le DEA, prolongé par le ROSES, a «produit», outre les 43 collègues enseignants-chercheurs et chercheurs susmentionnés, des diplômés qui n'avaient aucun problème de débouchés ou de recherche d'emploi, tant étaient recherchés les spécialistes des économies en transition dans les années 1990 et au début des années 2000. C'est précisément parce que la demande de ce genre de qualifications ne faisait plus face à une pénurie qu'il a été décidé de ne pas renouveler le DEA après 2002/2003. La fin de l'excès de demande pour ce genre de diplômés coïncidait alors avec une baisse de l'engouement pour un sujet – la transition – de moins en moins nouveau et moins sous les feux de l'actualité que quelques années auparavant. En clair, le nombre de candidatures au DEA a chuté de plusieurs centaines (pour 30 places) au début des années 1990 à un peu moins d'une centaine au début des années 2000.

Parmi les employeurs les plus notoires des diplômés du DEA, mentionnons la Banque mondiale, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, des Ministères dont la Défense et TRACFIN au Ministère de l'économie, et plusieurs firmes multinationales ayant investi dans les pays de l'Est.

La fin du DEA Mutations ne signifie pas la fin des enseignements sur les économies en transition à Paris 1. En effet, Jean-Pierre Laffargue montant un projet de DEA fédérateur en économie internationale et développement me proposa d'y ajouter une dimension transition. Ainsi fut habilité un DEA «Développement – Economie internationale – Transition» sous sa direction, où j'avais la responsabilité de l'option Transition. Cela m'a permis d'y poursuivre mon enseignement «Intégration internationale et spécialisation des économies en transition», ainsi qu'à d'autres collègues du ROSES de continuer à enseigner dans leurs domaines de

prédilection (Gérard Duchêne, Mathilde Maurel, Jean-François Nivet, Yorgos Rizopoulos, Jérôme Sgard, Ariane Tichit).

On évoquera enfin le cours de Maîtrise en Sciences Economiques «Les économies en transition» que j'ai enseigné de 1990/91 à 2007/08. Etant en 1990/91 le seul cours d'économie consacré à la transition sur la place de Paris il a engendré, les premières années, un vif intérêt, suscité des vocations et alimenté la masse des candidatures au DEA Mutations. Il était un cours obligatoire du tronc commun de la Maîtrise, ce qui en 1990/91 se traduisait par 22 groupes de travaux dirigés, soit près de 700 étudiants dans le plus grand amphithéâtre du centre Panthéon. Le cours était suivi par des étudiants de la Maîtrise d'Econométrie, pour qui il était optionnel. A quoi il convient d'ajouter, la première année, une centaine d'étudiants «squatters» venant assister au cours qui avec une chaise, qui avec un coussin posé sur les marches de l'amphi, qui debout à l'extérieur près des portes de l'amphi laissées ouvertes à dessein. Comme les économies planifiées, ce cours créait un phénomène de queue (excès de demande) qui s'est estompé puis a disparu les années suivantes avec l'apparition de cours concurrents dans certaines universités de la région parisienne. Devenu optionnel pour tous les étudiants, comme tous les cours de maîtrise en 2005 avec la réforme LMD, ce cours attirait encore près de 400 étudiants lors de sa dernière édition en 2007/08.

De l'apogée à fin du ROSES: la disparition de son champ de recherche

Une sorte d'apogée du ROSES peut être datée en l'année 2001. Sous la présidence de Michel Kaplan, l'Université de Paris 1 a décerné à Mikhaïl Gorbatchev le grade de docteur honoris causa. Le soir-même, le président de l'Université invitait à un dîner d'honneur, autour de Gorbatchev, de sa fille et de son traducteur, les responsables d'unités de recherche spécialisées sur les pays de l'Est. Kaplan était assis face à Gorbatchev, étant moi-même placé à la gauche de notre Président d'Université, cela m'a valu le plaisir et l'honneur d'échanges directs en langue russe avec le dernier dirigeant de l'URSS. Par-delà les propos anodins, circonstanciels et biographiques de ce genre de dîner – et en réponse à une question de Bertrand Wigniolle posée lors du séminaire en visio-conférence du 30 mai 2022 – il se trouve que nous partageons à table des vues convergentes sur le désastre économique et politique découlant des privatisations précipitées, à marche forcée, ayant engendré une corruption massive et les «oligarques», voire indirectement l'accession au pouvoir d'un ancien membre du KGB. Notre convergence de vues se prolongeait donc par le pronostic d'un avenir sombre pour la transition en Russie à long terme, longtemps démenti par les faits en apparence, mais que l'actualité récente, depuis février 2022, semble malheureusement valider.

Une transition qui dure trop longtemps ... n'est plus une transition, mais un nouveau régime (post-communiste) qui s'installe dans le temps historique⁵. Par sa signification même, le terme de transition désigne une évolution économique à durée déterminée et annonce donc, dès le départ, la disparition future du champ de recherche en question. Au sein du ROSES, certains chercheurs, par exemple Dominique Redor, considéraient que la période de transition était terminée avant même la fin des années 1990, une fois toutes les réformes économiques et institutionnelles essentielles adoptées dans les pays de l'Est. D'autres, la majorité sans doute, pensaient qu'une fois ces pays alignés sur l'acquis communautaire et admis au sein de l'UE, le processus de transition prendrait fin et les PECO deviendraient des économies de l'UE comme les autres (au moins comme celles du Sud de l'Europe). Des particularismes y subsistent encore comme le montrent la Hongrie de Viktor Orban ou la Pologne des frères Kaczynski. En tout cas, le champ de recherche initial a disparu ou s'est transformé ... pour revenir à ce qu'il était au départ, une analyse comparative des systèmes économiques (*comparative economic studies* dans la littérature anglo-saxonne).

En raison de l'évolution thématique au sein du ROSES, au cours de sa deuxième période (supra), il en est resté une trace après sa disparition, y compris au sein du Centre d'Economie de la Sorbonne, avec les nouvelles spécialisations de certains de ses chercheurs en économie du développement, en économie institutionnelle, voire même en économie du sport⁶.

Et après le ROSES ?

Champ de recherche dissipé, évaporé, évanoui, anciens combattants du ROSES reconvertis vers d'autres thématiques à l'intérieur de l'économie comparative ou en dehors, peut-on encore trouver quelque trace ou héritage faisant suite aux accomplissements retracés dans ce chapitre? En fait l'héritage est multiple, spécialement à l'international, dimension sur laquelle se focalise cette conclusion, à partir d'une sélection de brefs exemples.

Le ROSES a participé activement pendant trois décennies aux activités de la société savante *European Association for Comparative Economic Studies*. Membre co-fondateur, j'ai siégé sans discontinuer dans son Comité exécutif depuis 1990, président en 1997-98, puis au titre

⁵ Pour une analyse très personnelle du régime économique actuel et son intégration au capitalisme mondialisé, voir Andreff (2013a & b).

⁶ Outre ma propre réorientation en économie du sport, il faut mentionner quelques travaux de José de Sousa sur les sports intellectuels (les échecs) et trois thèses réalisées par des doctorantes travaillant au sein du groupe des chercheurs ex-ROSES, à savoir Bénédicte Halba, Analyse comparative des modes de financement du sport en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie et au Royaume Uni (du temps du ROSES), Sandrine Poupaux, Performances économiques et transformations du secteur sportif dans les pays est-européens (2007) et Charlotte Cabane, Leisure sports participation and labour-market integration (2011).

d'ancien président, membre de son Advisory Committee, j'ai été honoré en 2010 en étant promu membre honoraire à vie⁷. Pendant plusieurs années, Xavier Richet a représenté avec moi le ROSES dans le Comité exécutif de l'EACES. Un aboutissement récent est l'ouvrage que j'ai coordonné, rassemblant des chapitres écrits par tous les anciens présidents de l'EACES sauf deux, et quelques chapitres dus à des amis de Horst Brezinski, Trésorier historique de l'EACES à qui ce livre est dédié (Andreff, 2021a).

En 2004 a été créé un Prix Hungarica récompensant la meilleure thèse de doctorat en Sciences Humaines et Sociales consacrée à la Hongrie (en français ou en anglais) pendant l'année écoulée. Nous siégeons dans le jury décernant ce Prix, José de Sousa et moi-même; nous y étions accompagnés par Xavier Richet jusqu'à son décès en date du 17 janvier 2022.

Les collègues du ROSES ont enseigné dans de nombreuses universités étrangères pendant une vingtaine d'années et je ne saurais faire un bilan de cette activité. Certains ont continué jusqu'à présent. De mémoire, je mentionnerai des enseignements délivrés par Xavier Richet, dans de nombreux pays, mais en particulier des Balkans et surtout très régulièrement en Chine, dont dans les universités de Wuhan et de Canton. Pour ma part, après la disparition du ROSES, j'ai encore enseigné à l'Ecole Supérieure d'Economie de Prague, à l'Université Pontificae (PUCMM) de Saint-Domingue (coopération avec Paris 1), à l'Université d'Etat de l'Oural, Ekaterinburg, et à la Russian International Olympic University, Sochi⁸.

Enfin, peu avant le décès de Janos Kornai (18 octobre 2021) est paru un numéro spécial de *Public Choice* en son honneur, coordonné par un ancien chercheur du ROSES (Vahabi, 2021). Deux autres contributions d'anciens du ROSES y figurent: Andreff (2021b) et Maurel & Pernet (2021).

Un dernier événement pour finir: une résurgence du champ de recherche présenté ici est apparue après le séminaire en visio-conférence du 30 mai 2022. Les Journées de l'économie à Lyon (15-17 novembre 2022) ont décidé de programmer une session «Retour de l'économie de pénurie en Russie?» et un atelier en hommage à Janos Kornai. Qui a été sollicité pour les organiser et les animer? L'ancien directeur historique⁹ du ROSES! Deux autres anciens membres du ROSES y ont pris part. L'actualité du conflit militaire russo-ukrainien ouvre de nouvelles perspectives à l'activation de nos savoirs acquis.

⁷ Après, dans l'ordre, Wassily Leontief, Janos Kornai, Angus Maddison, Gregory Grossman, Marie Lavigne, Ronald Dore, Michael Kaser et Mario Nuti.

⁸ De 1991 à 2007, j'ai délivré des enseignements sur la transition dans les universités de Beida, Pékin; Lomonosov, Moscou; Haut Collège d'Economie, Moscou; Université d'Etat de Novosibirsk; Université d'Economie Mondiale et de Diplomatie de Tachkent.

⁹ Pour être précis, j'ai été remplacé à la direction du ROSES en 1992-1994 par Xavier Richet et en 1999-2005 par Gérard Duchêne.

Témoignages

Mathilde Maurel, Directrice de recherche CNRS au CES (Paris 1), invitée à s'exprimer en tant que Chargée de recherche CNRS (à l'époque) au ROSES:

Mathilde rappelle que, après une thèse de doctorat soutenue au DELTA et son recrutement par le CNRS en 1996, elle est affectée au ROSES pour ses premières années de jeune chercheuse où elle découvre liberté de parole, libre choix par chacun de ses thèmes de recherche et une forte cohésion de l'équipe focalisée sur un même objet, la transition dans les pays de l'Est traversant une séquence économique extraordinaire. Et ce malgré la forte diversité des options théoriques présentes au sein du ROSES, allant de divers courants hétérodoxes au *mainstream* néo-classique, mais n'empêchant pas les débats et le dialogue. Conditions favorables pour une jeune chargée de recherche et, aussi, pour des convergences et des activités communes avec les autres équipes de recherche en économie de Paris 1.

Par-delà le fil conducteur de la spécificité de la transition, Mathilde souligne la diversité des sujets de recherche abordés au ROSES, leur transversalité – même si les proximités les plus fortes de la transition se manifestent avec le développement, l'économie internationale et l'économie du travail -, les performances bibliométriques du laboratoire, la collaboration avec, ou l'accueil par celui-ci, de personnalités scientifiques internationales tels Janos Kornai, Gérard Roland, Daniel Gros et Fabrizio Coricelli.

A son avis, les plus importants apports du ROSES se situent dans l'étude de l'élargissement de l'UE aux PECO, dans l'analyse des changements institutionnels surtout les privatisations (elle rend hommage à la mémoire de Jean-François Nivet), et dans l'étude de la contrainte budgétaire «molle» (due à Kornai), concept généralisable très au-delà de l'analyse des économies socialistes et en transition. Elle conclut: la transition a été un laboratoire d'expérimentation des institutions.

Lors de la création du CES en 2006, les composantes de l'ex-ROSES ont formé, pendant deux ans, un pôle de recherche commun avec les composantes issues de l'ex-EUREqa, puis Mathilde a été responsable d'un pôle Développement et économie mondiale du CES.

José de Sousa, Professeur en Sciences Economiques à l'Université Paris Saclay, invité à s'exprimer en tant qu'ancien doctorant au ROSES:

José indique d'abord qu'il a fait toutes ses études à Paris 1 depuis l'entrée en DEUG jusqu'à la soutenance de sa thèse de doctorat dirigée par Xavier Richet. En tant que doctorant, il a apprécié de mener sa recherche au ROSES pour trois raisons:

a/ La spécialisation pointue de l'équipe sur le thème de la transition en même temps que la couverture en son sein de tous les pans de l'analyse économique (macro, micro, international, etc.) permettant d'acquérir par la recherche une formation quasi-universelle. L'appartenance au ROSES de nombreux collègues en poste ailleurs qu'à Paris 1 apportait beaucoup de diversité dans les approches et, à son avis, était l'une des forces du ROSES.

b/ La possibilité de naviguer entre tous les étages de la Maison des Sciences Economiques (le ROSES était localisé au 2^e étage), d'y assister à des exposés, des séminaires, d'y être exposé à d'autres analyses et d'autres méthodes, avec d'autres enseignants-chercheurs et doctorants que ceux du ROSES. Il en est même résulté que José a publié un article co-signé avec Xavier Fairise (3^e étage) et un autre co-signé avec Anne-Cécile Disdier (4^e étage).

c/ Le tremplin fourni par le ROSES vers une carrière universitaire (recruté MCF à Rennes 2) tout en restant l'équipe où il a continué ses recherches et la préparation au concours d'agrégation.

Pour tout cela, José exprime sa reconnaissance envers notre université.

Gilbert Cette, Professeur à NEOMA Business School, invité à s'exprimer en tant qu'ancien étudiant du cours de Planification dans le DEA Economie publique:

Gilbert, étudiant du DEA 101 en 1976, n'a fait qu'une incursion ponctuelle, pendant une année, dans l'étude des méthodes de planification, et se souvient que la Chine en était absente et la Yougoslavie avait une réputation sulfureuse. Plus de 10 ans avant la création du ROSES, le cours de Planification enseigné, selon lui, avec passion, énergie, forte consommation de cigarettes et un point de vue de l'acteur (pas seulement de pédagogue), lui a ouvert les yeux sur d'autres univers et l'a passionné pour l'étude de l'économie. Il évoque les débats théoriques sous-jacents à la matière enseignée, notamment Lange vs. Hayek, qu'il utilise encore parfois comme référence.

Ayant préparé son mémoire de DEA sous la supervision de W. Andreff, il a obtenu une allocation de la DGRST assurant un financement de la préparation de sa thèse de doctorat qu'il ne pouvait envisager à partir de ressources personnelles et familiales. Ce travail de DEA lui a fait rencontrer une autre culture économique (que celle reçue auparavant à l'ENSAE) et lui a donné goût pour la recherche.

Pierre-Charles Pradier, Maître de Conférences en Sciences Economiques à l'Université de Paris 1, invité à s'exprimer en tant qu'ancien étudiant du cours de Maîtrise «Les économies en transition»:

Pierre-Charles situe son intervention dans la double perspective de comprendre l'histoire des maquettes des enseignements d'économie à Paris 1 et de l'intérêt propre de ce cours de Maîtrise. A la création de Paris 1, le cours de SSE de H. Bartoli était au cœur de l'enseignement en Maîtrise, dans son certificat général, en compagnie du cours d'HPE de H. Denis et de celui d'Economie financière de H. Brochier. Après le départ de Bartoli, son cours a été brièvement repris par Pierre Traimond, puis rebaptisé Analyse économique, il a été enseigné conjointement par Claude Ménard (et lors d'un bref intérim Ahmet Insel et Michel Glachant) et Marie Lavigne. En 1990/91, le cours est scindé en deux, d'une part Théorie des organisations (Ménard), d'autre part Les économies en transition (Andreff), surnommé par certains étudiants 'théorie des organisations socialistes'. Ce dernier finit par sortir, à une date à préciser, du certificat général de Maîtrise.

Etudiant de la Maîtrise d'Econométrie, ce cours n'était pas obligatoire pour Pierre-Charles; il estime donc ne pas être un étudiant modal, ni exprimer le sentiment général des étudiants. L'intérêt de ce cours était le suivant: les étudiants recevaient des cours de macro-économie qui culminaient en année de licence avec, y compris, la présentation des théories du déséquilibre, dont on expliquait les fondements micro-économiques. Le cours sur la transition était l'illustration concrète (files d'attente, etc.) de l'un des régimes de déséquilibre (double excès de demande sur le marché des biens et sur le marché du travail). Plus encore, il proposait aux étudiants une compréhension des fondements macro-économiques des fondements micro-économiques de la macro-économie, en l'incluant dans une perception du monde économique réel et de comparaison de systèmes différents.

Ultérieurement, on s'est aperçu que l'approche 'Kornai-Andreff' en termes de contrainte budgétaire «lâche» était pertinente pour analyser d'autres situations que les économies socialistes et leur transition. Un sujet portant sur ce domaine lors d'un récent concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure a plutôt surpris les candidats. Pourtant divers secteurs d'une économie capitaliste fonctionnent avec une contrainte budgétaire «lâche», parfois les plus inattendus tels que les ligues ouvertes de sports d'équipe.

En conclusion, ce cours permettait de comprendre le monde contemporain et ce qu'est une politique économique structurelle, disons un héritage, avec plus de praxis, de H. Bartoli.

Assen Slim, Professeur en Sciences Economiques à l'INALCO, Paris, invité à s'exprimer en tant qu'étudiant de la première promotion du DEA «Mutations économiques dans les pays de l'Est» et premier allocataire de recherche du DEA:

Assen, tout comme José, a fait toutes ses études à Paris 1, du DEUG au DEA puis à la thèse de doctorat (dir.: Andreff), avec un intérêt initial pour le développement et l'économie internationale. Puis il y a eu le 'souffle' du cours de Maîtrise sur la transition, d'où la candidature au DEA Mutations en 1991/92. Ces années-là, tous les matins il se passait quelque chose aux informations ayant rapport avec nos études: désintégrations de la Yougoslavie, de l'URSS, de la Tchécoslovaquie et ainsi de suite. On voyait se matérialiser ce que l'on apprenait en cours. Quelle effervescence intellectuelle! Ne pouvant enseigner le futur (la transition et son issue), les enseignants du DEA nous rappelaient aussi ce qu'avaient été dans le système socialiste le 'marché' du travail (Redor), les échanges internationaux (Desprès), les institutions (Chavance), etc., faisant de nous, *de facto*, la dernière génération formée comme soviétologues. Assen souligne aussi le moment historique unique où est créé ce DEA nous initiant à des théories parfois exotiques pour analyser un processus de transition lui-même exotique. Cela nous incitait aussi à des lectures fondamentales sur l'économie de la pénurie, nous avons tous lu Kornai. Pour comprendre que la transition n'était ni linéaire, ni téléologique et pouvait déboucher sur des types très différents de capitalismes, il fallait une approche systémique et structurelle. Recruté à l'INALCO, j'ai eu la chance d'y enseigner l'économie de la transition (mutation) pendant plus de 10 ans.

Références:

Aglietta M., Courbis R. (1969), Un outil pour le plan: le modèle FIFI, *Economie et Statistique*, 1 (1), 45-65.

Andreff W. (1995), dir., *Le secteur public à l'Est. Restructuration industrielle et financière*, L'Harmattan, Paris.

Andreff W. (2002), dir., *Analyses économiques de la transition postsocialiste*, La Découverte, Paris.

Andreff W. (2003), *La mutation des économies postsocialistes. Une analyse économique alternative*, L'Harmattan, Paris.

Andreff W. (2006), dir., *La transition vers le marché et la démocratie. Europe de l'Est, Europe centrale et Afrique du Sud*, La Découverte, Paris.

Andreff W. (2013a), Crisis as Unexpected Transition ... to a Greed-Based Economic System, in: P. Zarembka, ed., *Contradictions: Finance, Greed, Labor Unequally Paid, Research in Political Economy*, vol. 28, Emerald, 1-48.

Andreff W. (2013b), Une transition économique inattendue: vers le «cupidalisme»? , *Revue de la Régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 14, 2^e trimestre, varia.

Andreff W. (2020), Edmond Malinvaud et la planification décentralisée, *Revue d'histoire de la pensée économique*, 9(1), 43-90.

Andreff W. (2021a), ed., *Comparative Economic Studies in Europe. A Thirty Year Review*, Cham: Palgrave Macmillan.

- Andreff W. (2021b), Janos Kornai: A Non-mainstream Pathway from Economic Planning to Disequilibrium Economics, *Public Choice*, 187(1-2), 63-84.
- Dantzig G.B., Wolfe P. (1961), The Decomposition Principle for Linear Programs, *Econometrica*, 29 (4), 767-78.
- Kantorovitch L.V. (1959), *Calcul économique et utilisation des ressources*, traduction française Dunod, Paris 1963.
- Lange O. (1936), On the Economic Theory of Socialism, *Review of Economic Studies*, 4 (1 & 2), October 1936 & February 1937, 53-71 & 123-42.
- Malinvaud E. (1967), Decentralized procedures for planning, in: E. Malinvaud & M.O.L. Bacharach, eds., *Activity Analysis in the Theory of Growth and Planning*, Macmillan, London, 170-208.
- Malinvaud E. (1968), Notes sur l'étude des procédures de planification, *Revue Canadienne d'Economie/Canadian Journal of Economics*, 1 (1), 16-36.
- Maurel M. (1998), *Régionalisme et désintégration en Europe centrale et orientale. Une approche gravitationnelle*, Editions du CNRS, Paris.
- Maurel M. & Pernet T. (2021), New Evidence on the Soft Budget Constraint: Chinese Environmental Policy Effectiveness in SOE-dominated Cities, *Public Choice*, 187(1-2), 111-42.
- Vahabi M. (2021), Socialism and Kornai's Revolutionary Perspective, *Public Choice*, 187(1-2), 37-54.
- Vincensini C. (2010), *Vingt ans de privatisation en Europe centrale. Trois trajectoires de propriété*, L'Harmattan, Paris.